

APPEL D'OFFRES AO-14-21-P

TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DES INFRASTRUCTURES DE LA RUE FRANCHÈRE

La Ville de Marieville sollicite des soumissions pour des travaux de renouvellement des infrastructures de la rue Franchère.

Les documents d'appel d'offres peuvent être obtenus au Système public d'appel d'offres (SE@O) à l'adresse courriel suivante www.seao.ca ou au numéro de téléphone suivant (514) 856-6600 ou sans frais au 1-866-669-SEAO (1-866-669-7326), à compter du 9 juillet 2014, moyennant le paiement des frais établis par le SE@O, selon la grille des tarifs.

Les soumissions doivent être présentées sur les formules fournies par la Ville en trois (3) exemplaires (un (1) original et deux (2) copies) et être accompagnées des documents requis, le tout sous enveloppe scellée et adressée, portant le nom du soumissionnaire et la mention « **APPEL D'OFFRES AO-14-21-P – TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DES INFRASTRUCTURES DE LA RUE FRANCHÈRE** ». Elles seront reçues au service du Greffe, à l'hôtel de Ville de Marieville sis au 682, rue Saint-Charles à Marieville (Québec) J3M 1P9, jusqu'à 13 h 30, le 7 août 2014 et seront ouvertes publiquement à l'hôtel de ville aussitôt que possible après 13 h 30 (heure de l'hôtel de ville), le 7 août 2014. Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture. Les soumissions doivent être présentées dans une enveloppe scellée et dûment adressée portant le nom du soumissionnaire et la mention « **APPEL D'OFFRES AO-14-21-P – TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DES INFRASTRUCTURES DE LA RUE FRANCHÈRE** » et rédigées sur les formules fournies avec le document de soumission.

Pour tout renseignement, quel qu'il soit, le soumissionnaire doit s'adresser uniquement à monsieur Jean-François Auclair, responsable de l'information aux soumissionnaires au 450 460-4444, poste 286 ou au courriel suivant jf.auclair@ville.marieville.qc.ca. Le fait pour un soumissionnaire de tenter d'obtenir de l'information de toute autre personne à la Ville de Marieville, membre du Conseil ou employé municipal, consultant ou mandataire de la Ville, constitue une contravention passible du rejet de sa soumission et autres sanctions.

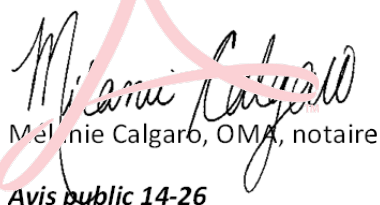
Chaque soumission doit être accompagnée d'une garantie de soumission sous forme d'un chèque visé émis à l'ordre de la Ville de Marieville et tiré sur un compte inscrit dans une institution financière faisant affaires au Québec ou d'un cautionnement de soumission équivalant à 10 % du montant de la soumission émis, en faveur de la Ville de Marieville, par une compagnie d'assurance reconnue par l'Inspecteur général des institutions financières, valides pour toute la durée de la période de validité des soumissions. Une lettre d'intention émise par une compagnie d'assurance reconnue par l'Inspecteur général des institutions financières certifiant que, si le contrat est accordé au soumissionnaire, elle émettra un cautionnement d'exécution des travaux équivalant à 50 % du montant du contrat, ainsi qu'une garantie de cautionnement pour gages, matériaux et services équivalant à 50 % du montant total de la soumission doit également accompagner la soumission. Lesdits cautionnements doivent couvrir toutes les obligations de l'adjudicataire pouvant découler du document d'appel d'offres ou de toutes lois applicables.

Le présent contrat est assujéti à l'ACCQO (Accord de commerce et de coopération entre le Québec et l'Ontario), à l'AQNB (Accord de libéralisation des marchés publics du Québec et du Nouveau-Brunswick (2008)) ainsi qu'à l'ACI (Accord sur le commerce intérieur) en vertu de l'annexe 502.4.

La Ville de Marieville ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation ou frais quelconques envers les soumissionnaires.

Donné à Marieville, le trois juillet deux mille quatorze (3 juillet 2014)

La greffière adjointe,



Mélonie Calgaro, OMA, notaire